

ANALYSE DU 25 OCTOBRE 2012

LE SYSTEME DE FAURE GNASSINGBE : NE PAS DOUTER QU'IL S'AGIT D'UNE GOUVERNANCE DE LA PREDATION

La Gouvernance du Togo est en train d'être discutée au parlement allemand. Il faut remercier l'initiative des Togolais de la Diaspora qui, par des pressions incessantes, a réussi à faire prévaloir une nouvelle prise de conscience de la dégradation accélérée de la gouvernance togolaise. Il faut espérer que de nombreux députés européens pourront prendre la mesure de la situation au Togo et oser poser le problème de la contradiction de leurs interventions au Togo au niveau de leur parlement respectif. En effet, le contribuable occidental ne peut continuer à payer pour des « prédateurs » ou des « rapaces¹ » de la République togolaise.

1. UNITE DE L'OPPOSITION TOGOLAISE REDONNE CONFIANCE A L'INTERNATIONAL

En réalité, depuis les manifestations spontanées des femmes togolaises appelant au départ de tout le système de Faure Gnassingbé, la communauté internationale découvre que le Togo n'est pas la « Suisse de l'Afrique de l'Ouest ». Ces manifestations viennent appuyer et renforcer les précédentes manifestations du *Front Républicain pour l'Alternance et le Changement* (FRAC) qui ont débuté en mars 2010 et qui portaient sur l'illégitimité du pouvoir de Faure Gnassingbé. Celles-ci se sont amplifiées avec l'entrée de la société civile notamment le *Collectif Sauvons le Togo* qui exprimait le ras-le-bol général face à la situation politique, économique, sociale, humanitaire et sécuritaire dégradée du Togo. Ces manifestants ont été rejoints par la Coalition Arc-en-Ciel qui a compris qu'il n'était plus possible de « dialoguer » avec ce pouvoir.

C'est ainsi que certains partis politiques occidentaux ont choisi de porter le dossier togolais au niveau des débats de leur parlement respectif. Cela pourrait déboucher sur la suspension à nouveau de l'aide publique au développement (APD) apportée à Faure Gnassingbé et non aux populations togolaises. Les députés occidentaux humanistes ont été touchés par le ras-le-bol exprimé par la nouvelle unité du Collectif Sauvons le Togo, la Coalition Arc-en-ciel et surtout la détermination spontanée des femmes togolaises à utiliser comme arme de guerre l'abstinence sexuelle, arme dont la manipulation demeure très difficile en Afrique comme ailleurs. Bref, c'est bien l'unité en voie de recomposition du peuple togolais, le retour de la confiance entre le peuple et les dirigeants de l'opposition en passe de retrouver une unité qui permettent de faire avancer le dossier togolais.

2. UN GOUVERNEMENT BIS CREDIBLE POUR STOPPER LA PREDATION

Toutefois, il manque un troisième déclic : la constitution d'un gouvernement parallèle qui permettrait de démontrer l'existence de l'expertise qui pourra remplacer ceux que Faure Gnassingbé a mis au pouvoir. En effet, passant outre la Constitution, Ingrid Awadé, la Directrice générale des Impôts et parallèlement une très très proche collaboratrice de Faure Gnassingbé, qui brillent par sa non-transparence des comptes publics, aurait du mal à expliquer une de ses dernières décisions qui a pour conséquence un manque à gagner important pour les recettes fiscales togolaises². Cela accredité d'ailleurs la thèse de la corruption en réseaux organisés au Togo. Le mot de « *prédation* » ou de « *rapace* » qui semble de plus en plus être attribué à Faure Gnassingbé peut se comprendre dans un tel contexte de refus de transparence des comptes publics afférents à la fiscalité.

En effet, Faure Gnassingbé vient de décider d'exonérer totalement ou partiellement des impôts et taxes fonciers ceux de son système qui achèteront une parcelle de l'espace togolais. Il s'agit en fait d'accélérer l'accumulation de la richesse pour ceux qui détiennent l'argent dont les origines sont difficiles à cerner, et doivent non seulement le recycler mais aussi ne pas payer les taxes. Autrement dit, Faure Gnassingbé institutionnalise l'évasion et la fraude fiscales au Togo, uniquement pour ses amis clientélistes.

3. 45 ANS DE PROTECTION SOCIALE AU TOGO : 5 % DE LA POPULATION COUVERTE

Ces entorses à la fiscalité se chiffrent en une augmentation importante de la pauvreté, des inégalités, de l'absence de confiance entre le peuple et les dirigeants, par une corruption inégalée et une désinformation sur les recettes réelles en provenance des principales structures productives du Togo que la corruption permet de dissimuler. De l'aveu du Gouvernement par la voie du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mme Yacoubou Hamadou, « *moins de 5 % a accès à un système de protection sociale formel*³ ». Elle oublie de rappeler qu'il s'agit là du résultat des 45 ans du système du Rassemblement du Peuple Togolais et donc du système Eyadéma, père et fils.

Comment est-ce que le Peuple togolais peut encore faire confiance à de si mauvais gestionnaires qui de plus n'aiment pas le peuple togolais pour n'avoir jamais consacré un budget substantiel à la protection sociale des citoyens ? Si Faure Gnassingbé et son système, qui veulent rester au pouvoir jusqu'en 2025, s'organisent pour usurper encore les élections, alors ce n'est pas l'expression libre des citoyens togolais.

Les menaces contre le peuple, la torture des prisonniers de la démocratie, la mystification des dirigeants de la communauté internationale, notamment la France et l'Allemagne et en filigrane l'Union européenne et les Etats-Unis, posent le problème de l'hypocrisie de ces pays face aux conditions transparentes et pacifiques de l'alternance pacifique et démocratique au Togo.

Le peuple ne croît plus en leur volonté et pouvoir de les aider à retrouver la vérité des urnes. Malheureusement, sans un processus pacifique pour permettre l'expression libre des citoyens togolais y compris la Diaspora que Faure Gnassingbé refuse de compter comme membre à part entière du Togo, il ne restera vraisemblablement que les voies de la rue ou du coup d'Etat. La communauté internationale et les communautés africaines notamment la CEDEAO portent une grande part de responsabilité.

4. ANGELA MERKEL A INVITÉ UN RAPACE, UN PREDATEUR OU UN VAMPIRE EN 2009 ?

Mais ce qui est grave c'est l'incapacité du régime et du système RPT - Rassemblement du Peuple togolais qui s'est transformée en parti UNIR - Union pour la République à créer un environnement propice à la génération d'opportunités de création de richesses pour l'ensemble de la population. Au contraire, l'essentiel des richesses sont accaparées par une oligarchie vampiriste. Il n'est pas étonnant que l'ensemble de la population qui demande le départ de Faure Gnassingbé du pouvoir et son équipe ait choisi le mot de « prédation » ou de « rapace » pour qualifier la gouvernance de ce régime.

Mais la communauté internationale ne semble pas s'émouvoir car rien de « grave » n'est encore arrivé au Togo. On n'est pas au Rwanda ou au Libéria dans les périodes les plus sombres, encore moins en République Démocratique du Congo. Autrement dit, la Communauté internationale qui se limite en fait surtout à la France, à l'Allemagne et aux Etats-Unis, considère qu'ils ne doivent intervenir que si la situation togolaise atteint les niveaux des pays faillis mentionnés plus haut.

Il faut se rappeler que Mme Angela Merkel, le Chancelier de la République fédérale de l'Allemagne, a commis une erreur stratégique grave en recevant Faure Gnassingbé comme Chef de l'Etat du Togo le 16 juin 2009 à Berlin⁴. Elle a en fait commise une double erreur car elle n'a pas pris la peine d'écouter et d'inviter l'opposition togolaise, même divisée à l'époque, à s'exprimer. Mais il n'est jamais trop tard pour corriger le tir. En effet, peut-être à contrecœur elle a avalisé la contre-vérité des urnes, laquelle s'est opérée avec le sang et les souffrances des Togolais.

Mme Angela Merkel devrait relire ses lettres de félicitations adressées à Faure Gnassingbé le 24 mars 2010 après les élections frauduleuses qui se sont tenues au Togo. Elle rappelait en substance dans son courrier ceci : « *J'ai suivi avec attention le développement de votre pays depuis notre rencontre en Juin 2009. Les récentes élections présidentielles sont une étape importante sur la voie de l'ouverture démocratique, à laquelle vous avez conduit le Togo au cours de ces dernières années. Pour les tâches qui vous incombent à l'avenir, je vous souhaite plein succès et une main heureuse. Je vous encourage à continuer sur la voie d'un Togo démocratique et prospère, et vous assure pour cet effort, le soutien de l'Allemagne* »⁵.

Cette déclaration révèle une contre-vérité profonde qui témoigne de l'incapacité de la grande République fédérale allemande à se faire une opinion exacte de la réalité du fonctionnement des pouvoirs africains, du Togo en particulier. Il ne faut d'ailleurs pas s'étonner de la disparition des hommes d'affaires allemands des milieux d'investissements en Afrique, surtout depuis l'arrivée des pays émergents, notamment de la Chine.

5. CE QUI PEUT EXPLIQUER L'INVITATION DE FAURE GNASSINGBE PAR MME MERKEL

Mais Madame le Chancelier de l'Allemagne a-t-elle choisi d'être naïve sur la capacité de Faure Gnassingbé à rouler les dirigeants occidentaux dans la farine de Manioc⁶ ? Cela dénote que les services de la Chancellerie allemande au Togo seraient inefficaces, ce dont nous doutons. Ou alors que les informations remontant au niveau de l'exécutif allemand à partir d'Afrique sont partielles et partiales. Mais la vérité semble se trouver plus au niveau d'un jeu de « *transactions sordides* » des intérêts entre les pays occidentaux.

Il y a effectivement une sorte de « *transfert de responsabilité* » au sein des dirigeants occidentaux à la France, plus précisément au Président Nicolas Sarkozy à l'époque. Cela veut dire que les Etats-Unis de Barack Obama acceptent d'oublier leur discours du Ghana portant sur l'importance de la démocratie en Afrique pour laisser la France, en fait la Françafrique, gérer indirectement le Togo par personne interposée.

Mais l'Allemagne de Mme Angela Merkel n'a pas fait mieux. En effet, dans le camp des libéraux, elle ne pouvait aller contre la position et les intérêts des libéraux français que représentait Nicolas Sarkozy. Aussi, en accédant à une liste importante de citoyens allemands riches qui échappaient à la fiscalité allemande et vivaient tranquillement en France, elle a choisi de passer sous silence le dossier Togo. Effectivement, il était plus intéressant au plan budgétaire de faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'Etat allemand en introduisant plus de transparence dans l'évasion fiscale que de s'occuper à rappeler les entorses à la démocratie et aux droits humains au Togo. Même l'Autriche n'a pas été dupe de cette approche et a refusé tant en 2005 que 2010 de reconnaître la légitimité de Faure Gnassingbé comme celui correspondant à la vérité des urnes au Togo. Mais l'Autriche n'a pas été suivie au niveau du Conseil européen. Les intérêts européens tant collectifs que des pays pris individuellement passent largement avant ceux de la démocratie, des droits humains et de la bonne gouvernance au Togo.

6. FAURE A ROULÉ ANGELA DANS LA FARINE DE MANIOC

Comment Faure Gnassingbé a roulé Mme Merkel dans la farine de manioc lors de sa visite officielle à Berlin en 2009, quelques mois avant son hold-up électoral de 2010 ? Uniquement

avec des paroles mielleuses qui font plaisir à celle qui ne veut pas voir la vérité en face. Faure Gnassingbé avait affirmé que « *Notre relation est meilleure que la relation franco-allemande* ». Un mensonge d'un tel niveau n'est possible que si politiquement le Chancelier Mme Merkel a fait d'autres choix politiques comme indiqué ci-dessus.

En fait, Mme Angela Merkel et toute l'Allemagne ont été bluffées. Les autorités autrichiennes ne sont pas tombées dans ce piège. Alors que les autorités allemandes ont grandement investi dans le port autonome et en eaux profondes du Togo depuis des décennies, le Gouvernement togolais du père et du fils a graduellement conduit cette structure productive à dépendre d'acteurs français qui émargent largement sur les rentrées importantes de ce port. Les informations sur les rentrées exactes des recettes portuaires n'arrivent pas à être connues avec précision compte tenu du niveau de non-transparence atteint sous le règne de Faure Gnassingbé.

7. TOGO : UNE PREDATION FONDEE SUR UN CLIENTELISME RAPACE

Mais là encore, pas de réactions des autorités allemandes qui refusent de voir que la gouvernance des 60 dernières années de la France est fondée sur la gouvernance de la postcolonie. Peut-être que François Hollande peut changer la donne. Mais encore faut-il que les acteurs de la Françafrique lui en laissent l'occasion. Car chacun sait que c'est Satan qui dit que Dieu n'existe pas pour mieux assoir son autorité sur la Terre qui appartient aux humains. De même, le mot françafrique tend à disparaître du vocabulaire des médias afin de faire croire que le système a disparu en Afrique depuis l'arrivée du Président français, François Hollande.

Bien sûr, ni la France, ni l'Allemagne ne travaillent avec les acteurs éclairés de la Diaspora togolaise. Il préfère souvent des acteurs serviles et donc se retrouvent à ne pas percevoir la réalité des problèmes de l'Afrique et par ricochets de la migration non-choisie.

Il n'est donc pas étonnant que les erreurs stratégiques sur le Togo soient énormes au point d'amener l'Allemagne, la France et les Etats-Unis à se retrouver complices d'un système de prédation fondée sur un clientélisme rapace qui s'enrichit sur le dos des populations togolaises et vient pleurer misère auprès des pays Occidentaux qui ont choisi la fongibilité de l'aide publique au développement et s'étonnent de l'inefficacité de leur aide et du fait que les populations bénéficiaires en dernier ressort ne voient pas la couleur de cette aide.

Mais c'est quoi la fongibilité de l'aide au développement ? C'est donner de l'argent au Gouvernement togolais et lui laisser les mains libres de dépenser cet argent comme bon lui semble. Mais pire, quand cet argent est mal dépensé et n'atteint pas les objectifs fixés, il suffit de montrer quelques photos et autres subterfuges pour que les équipes d'évaluation ex-post soient bluffées, les contribuables des pays occidentaux aussi.

Mais si la Diaspora togolaise éthique avait été associée à l'évaluation des résultats, si les populations bénéficiaires étaient invitées à donner leur avis, peut-être que les pays donateurs prendraient conscience que l'efficacité de l'aide suppose que l'on revienne à une approche plus ciblée. L'approche projet ou programme est de loin meilleure à l'approche budgétaire dans des pays où les dirigeants sont le reflet de la contre-vérité des urnes et de la contre-vérité des comptes.

8. LA SFI POUSSE LES GOUVERNEMENTS AFRICAINS A FAIRE LA COMPETITION ENTRE EUX

Suite à la publication du dernier rapport 2013 « *Doing Business CEDEAO*⁷ » de la Société financière internationale - l'antenne secteur privé du Groupe de la Banque mondiale -, le Gouvernement de Faure Gnassingbé s'est réjoui de faire partie des 17 pays de l'Afrique subsaharienne notamment : le Rwanda, le Burkina Faso, le Mali, la Sierra Leone, le Ghana, le Burundi, la Guinée-Bissau, le Sénégal, l'Angola, Maurice, Madagascar, le Mozambique, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Niger, le Nigeria, Sao Tomé-et Príncipe. Le Togo gagne six places par rapport l'étude 2012. Il s'agit pour la SFI de démontrer que l'amélioration de l'environnement des affaires permet d'améliorer l'attrait des investisseurs étrangers pour le pays. Des indicateurs en progression positive devraient contribuer à améliorer les chances de développement des initiatives et de l'entreprise privées.

Mais Paul Kagamé, le Président du Rwanda, a rappelé à plusieurs reprises à la SFI que malgré des progrès impressionnants depuis plusieurs années, aucun investisseur étranger n'a trouvé le chemin du Rwanda. Est-ce que tout le postulat de la SFI ne serait pas simplement faux pour les pays où la vérité des urnes et la démocratie et la liberté d'entreprendre sont limitées par des interventions intempestives d'élites gouvernementales adossées à des forces militaires qui se cachent derrière un Président.

9. LA POSTULAT DE LA SFI NE MARCHE PAS DANS LES DEMOCRATURES

Reprenons certains critères clés de la SFI pour voir si cela fonctionne au Togo.

- Est-ce que la création et la gestion entreprises, notamment les petites et moyennes entreprises sont facilitées au Togo ? Malgré les statistiques de la SFI, la réalité est tout autre. Les PME souffrent du système de prédation de Faure Gnassingbé qui fait croire que ce sont les autres qui sont impliqués dans des affaires d'escroquerie avec des personnalités dont l'éthique ne constitue pas leur qualité première.
- Est-ce que le commerce frontalier est facilité au Togo ? Les opérateurs économiques ne sont pas convaincus et les douaniers oublient les règles de la libre circulation des

capitaux, des biens, des services et des personnes au sein de la CEDEAO. Là encore, les statistiques de la SFI sont de vagues approximations de la réalité togolaise.

- Est-ce que le paiement des taxes et impôts se fait au Togo dans la transparence, ce grâce à une activité libre des entreprises ? Là encore, la réalité est tout autre. C'est tout un jeu de relation entre des « ayant-droits » à des exceptions sous le contrôle non-transparent de la Directrice générale des Impôts, Ingrid Awadé. Tant qu'elle sera en place, la réalité des rentrées fiscales ne reflètera pas la vérité des comptes au Togo.
- Est-ce que la protection des investisseurs va mieux au Togo ? Oui, puisque le Gouvernement s'est donné comme fonction première de défendre les intérêts des investisseurs étrangers qui disposent d'une capacité de nuisance sur eux. En effet, si par malheur, l'investisseur ne dispose pas de capacité de nuisance politique, c'est-à-dire la capacité de mettre fin directement ou indirectement à la perpétuation au pouvoir de Faure Gnassingbé et sa clientèle, alors cet investisseur est régulièrement spolié et perd son investissement. Une grande partie de la Diaspora a été victime de ces « *vautours togolais* » dont l'adresse inamovible se trouve être autour de là où vivent les amis et sympathisants des méthodes fortes de Faure Gnassingbé.

Mais ce que tout togolais doit comprendre est que les mesures de la SFI sont partielles et partiales. En effet, les résultats proposés ne prennent pas en compte les autres dimensions de stabilité d'un pays à savoir : la sécurité, la stabilité macroéconomique, la corruption, le niveau de formation, la robustesse des systèmes financiers, la crédibilité du système judiciaire, etc. C'est comme si l'on disait à un malade du cancer généralisé qu'il suffit de prendre quelques recettes occidentales applicables partout dans le monde sans distinction pour guérir. Sauf que cette recette occidentale s'apparente à un simple verre d'eau. C'est ce cancer généralisé qui a conduit le peuple togolais à s'organiser pour « SAUVER LE TOGO », puisque la communauté internationale choisit des actions palliatives non dénuées d'arrière-pensées de défense de ses intérêts stratégiques. Ces arrière-pensées passent par le maintien au pouvoir de dictatures africaines et une communication médiatique efficace sur leur volonté verbale d'organiser la démocratie.

La SFI ne prend pas en compte ces éléments et poussent les gouvernements africains à faire la compétition entre eux afin de faciliter leur objectif de libération complète de l'économie mondiale sans aucune contrainte des Etats. Sauf que même les Etats-Unis versent dans le protectionnisme dès lors que leurs intérêts vitaux sont en jeu. Chacun sait que toute l'Europe de 18^e au 20^e siècle s'est enrichie sur le dos des Africains, ce sur la base du protectionnisme.

10. LA SFI DOIT INTEGRER D'AUTRES CRITERES POUR CLASSER LE TOGO

Il serait intéressant pourtant de faire le classement du Togo en prenant en considération l'état du pays sur : les droits humains, la violence, la torture, l'utilisation des milices avec des coupes-coupes, l'envoi de gaz lacrymogènes sur les opposants politiques, la détention de prisonniers politiques qui n'ont comme seuls torts que de défendre leur droit à l'autodétermination, la persécution des opposants politiques et des journalistes, la corruption institutionnalisée, la falsification et programmation des résultats électoraux, le droit à la vérité des urnes, le droit à l'information libre, le droit d'association, le droit à l'alternance politique.

Mais ce classement plus holistique n'existe pas à la SFI, ni à la Banque mondiale, ni au Fond monétaire international, ni à l'Union européenne, ni aux Nations Unies... Le Togo arriverait à coup sûr parmi les derniers des derniers. Mais, ce point est laissé aux organisations non gouvernementales qui choisissent, au gré des intérêts de leurs financiers, de monter au créneau ou de se taire. Cela ne remet nullement en cause la qualité et l'éthique de certaines de ces associations indépendantes qui méritent le respect pour leur dévouement et le respect des valeurs humanistes et d'éthique partout dans le monde.

11. DE LA POSTCOLONIE A L'INTERDÉPENDANCE

Alors quand les femmes togolaises font la grève du sexe et disent haut et fort *Sauvons le Togo* elles n'ont sûrement pas tort. Les manifestations doivent continuer pendant que les modalités de la négociation-concertation prennent forme. Car le système et gouvernement de Faure Gnassingbé ne travaillent que pour une oligarchie clientéliste maraboutée et sous pression des militaires de plus en plus mafieux. Les satellites occidentaux espions voient le pétrole et les matières premières partout mais n'arrivent pas à détecter l'usurpation du pouvoir et la falsification de la vérité des urnes dès lors qu'il ne s'agit pas de mettre en place un Agent servile au service de l'Occident. Ce point doit changer car il y va de la mutation de la postcolonie à l'interdépendance.

12. RECOMMANDATIONS DU CVU-TOGO-DIASPORA :

Avec 17 membres composants la nouvelle commission électorale nationale indépendante (CENI) et seulement 2 sièges à l'opposition parlementaire (1 pour le CAR et 1 pour l'ANC), le Gouvernement ne donne aucun signe de vouloir sortir de la crise politique engagée. En instrumentalisant l'UFC en leur accordant 3 sièges alors que ce parti politique détient 7 portefeuilles ministériels dans le gouvernement suite à des accords bilatéraux entre l'UFC et le RPT/UNIR, il faut croire que la stratégie du diviser pour régner reprend ses droits. La rue risque de parler encore longtemps au Togo⁸.

Le Collectif pour la Vérité des Urnes - Diaspora, association autonome financière et dans ses actions, invite la Communauté internationale à sortir de son aveuglement sur la réalité du peuple togolais en corrigeant ses erreurs :

- 12.1 Il est demandé à Mme Angela Merkel et au parlement allemand de revoir leur position sur le Togo en sachant que le fait d'avoir invité officiellement Faure Gnassingbé en Allemagne en 2009 et lui avoir fait confiance sur la transparence des élections présidentielles de mars 2010 malgré la falsification des résultats est une erreur d'appréciation qu'il convient de corriger. Il serait recommandé d'inviter une représentation du Collectif Sauvons le Togo élargi à la Coalition Arc-en Ciel et la Diaspora togolaise pour une réunion de clarification et d'information sur la situation réelle des citoyens togolais et du Togo.
- 12.2 Il est demandé l'implication de l'Allemagne dans la recherche de solutions pacifiques et transparentes pour réussir les prochaines élections locales, législatives et présidentielles au Togo. Pour ce faire, l'Allemagne peut recommander un Etat de l'Union européenne, n'ayant pas d'antécédent colonial, pour participer comme observateur neutre dans la médiation internationale demandée par le CST.
- 12.3 Il est sollicité de l'Allemagne qu'elle rappelle à la France de François Hollande que le « *cas Togo* » était bloqué par l'ex-Président Nicolas Sarkozy. Et qu'avec le slogan, le *changement maintenant du nouveau Président français*, il y a lieu de trouver un consensus avec la France et les autres pays européens pour aider à satisfaire les revendications des femmes togolaises sur le retour de la transparence du processus électoral au Togo. Cela devrait permettre pour la première fois depuis 1967, un véritable autodétermination du peuple togolais, régulièrement neutralisée par les diverses interventions indirectes de l'ancienne puissance coloniale qui favorisaient le maintien du statut quo politique quand il ne s'agissait pas du maintien pur et simple du système Eyadéma.
- 12.4 Il est suggéré de réévaluer l'aide publique au développement des pays occidentaux en termes de renforcement de la force militaire togolaise utilisée essentiellement contre les populations pacifiques du Togo ; pour ce faire, les parlements occidentaux doivent revoir la notion de fongibilité et la perversion de l'approche budgétaire.
- 12.5 Il est demandé la libération immédiate et sans conditions des prisonniers de la démocratie (membres et sympathisants du CST) ainsi que les journalistes Togolais qui ne faisaient que leur travail de citoyen ou d'information lors des marches pacifiques au Togo ;
- 12.6 Enfin, il faut espérer que la communauté internationale, l'Allemagne en particulier, ne tombera plus dans le piège du « *dialogue unilatéral* » de Faure Gnassingbé qui n'est

qu'un monologue arbitraire. Il s'agit surtout de convaincre l'ensemble des partenaires à mettre en place une série de concertations entre les partis de la mouvance présidentielle au rang desquels l'Union des forces du Changement et en face, la mouvance de l'Alternance comprenant le Collectif Sauvons le Togo élargi et associant la Coalition Arc-en-ciel et la Diaspora togolaise pour harmoniser les positions devant mener à des élections libres et transparentes au Togo.

25 octobre 2012.



Dr Yves Ekoué AMAÏZO
Coordinateur Général

-
- ¹ Göbel, A. (2012). « Afrikanischer Frühling in Togo ? "Wir wollen uns aus den Händen eines Raubtiers retten". In *ARD-Hörfunkstudio Nordwestafrika*, 5 octobre 2012. Voir <http://www.tagesschau.de/ausland/togo124.html>. Accédé le 24 octobre 2012.
- ² Voir les déclarations de Jean Pierre Fabre à Africa1.com dans le Grand Débat de la Radio Africa1.com, avec le journaliste Francis Laloupo, 23 octobre 2012. Voir <http://cvu-togo-diaspora.org/2012/10/24/actualite-togolaise-les-raisons-de-la-crise-politique-le-grand-debat-du-mardi-23-octobre-2012/7794> Accédé le 24 octobre 2012.
- ³ Tovor, K. (2012). « Togo : moins de 5% de la population a accès à un système de protection sociale formel », in *Chine Nouvelle Xinhua*, 23 octobre 2012. Voir http://www.chine-informations.com/actualite/togo-moins-de-la-population-a-acces-a-un-systeme-de_48221.html. Accédé le 24 octobre 2012.
- ⁴ Deutschland Bundesregierung (2009). " Berlin, 16.06.09: Merkel trifft den Präsidenten der Republik Togo, Faure Essozimna Gnassingbé". Voir <http://www.bundesregierung.de/Content/DE/Fotoreihe/2009/2009-06-19-Die-Woche-der-Bundeskanzlerin/2009-06-19-die-woche-der-bundeskanzlerin.html>. Accédé le 24 octobre 2012.
- ⁵ Bundeskanzler Amt (2010). "Bundeskanzlerin Merkel sandte dem Präsidenten der Republik Togo, Faure Gnassingbé, folgendes Glückwunschsreiben", in *Mittelstand Café* : Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, Presse am 24. März 2010. Voir <http://www.mittelstandcafe.de/bundeskanzlerin-merkel-sandte-dem-praesidenten-der-republik-togo-faure-gnassingb-folgendes-glueckwunschsreiben-182679.html/>. Accédé le 24 octobre 2012.
- ⁶ Der Spiegel (2009). « Angela Merkel », in *Der Spiegel Online*, 22 juin 2009, voir <http://www.spiegel.de/spiegel/print/d-65794422.html>. Accédé le 24 octobre 2012.
- ⁷ Republicoftogo (2012). « Le Togo gagne 6 places » dans le rapport Doing Business 2013 CEDEAO. In *Republicoftogo*, Voir <http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Economie/Le-Togo-gagne-six-places>. Accédé le 24 octobre 2012. Voir aussi IFC. *Doing Business ECOWAS 2013. Smarter Regulations for Small-Medium Sized Enterprises*, The World Bank: Washington. D.C.
- ⁸ Aghu (2012). « Togo : La place de l'Ufc dans la Céni fait jaser », in *Koaci.com*, 23 octobre 2012. Voir <http://koaci.com/articles-78218>. Accédé le 24 octobre 2012.